

L'Adresse—M. Axworthy

Une menace se dégage clairement de ce document, celle d'un gouvernement qui veut gouverner pour une partie du peuple seulement: pour les puissants et pour les privilégiés. Si vous avez le malheur d'être faible, le gouvernement n'a pas une pensée pour vous.

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

M. Axworthy: Quelques miettes ont été lancées dans le discours, monsieur l'Orateur. Le gouvernement promet d'étudier certains problèmes du troisième âge. Je pense que le Parlement se transforme en énorme groupe d'étude. Pour un gouvernement qui dénigre les universitaires, il semble bien pressé de retourner à l'école. Tout cela c'est des miettes. Nous n'avons pas besoin d'études. La vraie tâche, celle qu'ils ne veulent pas regarder en face, c'est de répartir équitablement les coûts et les avantages entre les citoyens et entre les groupes. Le discours du trône montre bien qu'ils alourdissent les coûts et qu'ils limitent les avantages.

Dans son introduction, le député d'Érié a prétendu que le gouvernement voulait libérer le peuple pour renforcer la liberté. Tout cela c'est bien beau, mais il a oublié l'autre volet de la question. Il n'a pas dit aussi que la liberté s'épanouit quand on s'attaque aux barrières sociales et économiques, alors que le discours du trône ne fait que les élever.

Il y a au pays des millions d'oubliés, ceux auxquels on ne pense pas, qu'on néglige et même qu'on méprise. Le gouvernement n'a pas une pensée pour eux, monsieur l'Orateur. Tout ce qu'il fait c'est de relever les barrières et d'accentuer les divisions.

Je prendrai pour exemple cette pierre d'assise de sa politique économique, cette perle de ses propositions, le tremplin électoral qui l'a porté au pouvoir: la déduction hypothécaire. Le ministre des Finances (M. Crosbie) nous dit qu'elle va profiter à 3,300,000 personnes auxquelles elle va donner un avoir au pays. Il a dit qu'elle stimulera l'emploi et apportera des avantages magnifiques. Je lui demanderai ce que ce programme fait pour les 40 p. 100 restants des personnes qui sont à loyer. Ce plan ne leur apporte aucun avantage direct. Le ministre a l'air de dire qu'il ne leur a rien promis, donc qu'il n'a pas à s'en occuper. Seuls comptent pour le gouvernement ceux à qui il a fait des promesses. Les autres n'existent pas.

Quand on examine la situation du logement au Canada, on constate que le fardeau des coûts pèse sur l'ensemble de la société, mais que ce sont les locataires qui en souffrent le plus. Permettez-moi de citer quelques exemples à l'intention des députés d'en face. Comment les députés d'Edmonton peuvent-ils aller dire aux locataires de leurs circonscriptions qu'ils ont été laissés pour compte alors que 41 p. 100 des locataires de cette ville doivent consacrer plus de 30 p. 100 de leur revenu au logement tandis que 15 p. 100 seulement des propriétaires de maisons sont dans la même situation. A Winnipeg, 39 p. 100 des locataires dépensent plus de 30 p. 100 de leur revenu pour se loger tandis que c'est vrai pour seulement 12 p. 100 des propriétaires. Si nous prenons Toronto, 25 p. 100 des locataires de cette ville dépensent plus de 30 p. 100 de leur revenu pour se loger alors que 13 p. 100 pour les propriétaires de maisons sont dans la même situation. Logiquement, si vous voulez vraiment aider les gens, vous commencez par ceux qui en ont le plus besoin. De toute évidence, il manque quelque chose à ce programme.

[M. Axworthy.]

● (1450)

Prenons maintenant la situation des personnes âgées au Canada. Soixante-cinq p. 100 des personnes âgées sont propriétaires de la maison qu'elles habitent, mais 6 p. 100 seulement d'entre elles ont une hypothèque sur cette maison.

Une voix: La déduction de la taxe foncière les aidera.

M. Axworthy: Le député d'en face dit que la déduction de la taxe foncière les aidera. Elle sera de \$67 l'année prochaine. Son gouvernement sera responsable d'un renchérissement du prix du pétrole qui majorera la note de chauffage de 200 à 300 dollars. Ce n'est pas un marché très avantageux, monsieur l'Orateur. C'est ce qu'on peut appeler un marché de conservateur—\$60 contre \$300. Si c'est ainsi que l'on partage le gâteau, les députés d'en face ne resteront pas ici bien longtemps.

Le discours du trône nous a beaucoup parlé des femmes. Leurs problèmes doivent être étudiés. Mais qu'a-t-on prévu pour les femmes dans ce programme de crédit d'impôt pour intérêts hypothécaires? Le gouvernement se rend-il compte que seulement 8.5 p. 100 des femmes canadiennes ont des maisons hypothéquées. Le revenu moyen des femmes n'est que \$2,300 au lieu de près de \$13,000 pour les hommes. Compte tenu de pareils chiffres, aucune d'entre elles ne pourra entièrement bénéficier de ce programme.

Et les régions, monsieur l'Orateur? Est-ce un programme qui avantage également toutes les régions? Comment pourrait-il obtenir l'approbation générale quand on constate que certaines provinces sont traitées bien moins avantageusement que d'autres? J'ai hâte de voir le premier ministre expliquer à sa première conférence au premier ministre du Québec que, même si sa province compte 27 p. 100 de la population du pays, elle reçoit 18 p. 100 seulement des avantages accordés par ce programme de crédit d'impôt pour intérêts hypothécaires. Il en va de même pour les Maritimes.

Nous devrions peut-être penser à ceux dont les besoins sont les plus pressants. Je veux parler des gagne-petit dans notre société. Pour le logement, 51 p. 100 des personnes du troisième âge paient plus de 30 p. 100 de leur revenu, tandis que 51 p. 100 des chefs de familles monoparentales y consacrent plus de 30 p. 100 de leur revenu et 37 p. 100 des célibataires ou des couples y affectent plus de 30 p. 100 de leur revenu. Ce sont eux qui souffrent du coût des logements.

Ce n'est pas qu'on n'y a pas pensé. J'ai ici un document du cabinet qui a été préparé par des fonctionnaires. Ils ont dit: «Vous pouvez résoudre ces problèmes. Un régime de crédits d'impôt assorti d'une allocation de logement ne coûterait pas plus cher». Les propositions ou les remèdes n'ont pas manqué. Si le projet a fait long jeu, ce fut par manque d'intérêt, par indifférence.

J'ai une proposition. Le premier ministre a été très obligeant envers nous tous de l'opposition. Il a dit: «Trouvez un bon amendement. Montrez-nous quelque chose qui a du sens et nous l'accepterons.» Je vais lui proposer quelque chose qui a du sens. Et si ce programme de crédits comportait une allocation de logement? Essayons de faire quelque chose pour les locataires du pays. Tâchons d'aider ceux qui sont vraiment dans le besoin. Intégrons une allocation de logement dans ce programme de crédits. Tâchons de montrer à quel point vous y tenez vraiment. Cela me semble une proposition assez logique. C'est une proposition dont nous avons parlé et que nous avons